

CH_VB 20014344 vom 3. Juni 1986

Bundesverwaltung, 1986-06-03, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20014344__td_

FR: CH_VB 20014344 du 3 juin 1986

IT: CH_VB 20014344 del 3 giugno 1986

Erwägungen

E. 3

Zu Seite 284 habe ich eine Frage: Kapitel Sozialstatistik. Es heisst hier: «Der Bundesrat nahm von einem Bericht des Amtes zur Aktualität, Repräsentanz und Plausibilität des Landesindex der Konsumentenpreise ... Kenntnis.» Ich möchte anfragen, ob dieser Bericht auch für uns zugänglich wäre. Mich würde sehr interessieren, was in diesem Bericht steht. Ich möchte ganz klar und deutlich sagen, dass ich der Meinung bin, dass mit dem Index etwas nicht stimmt. Natürlich werden Sie mir, Herr Bundesrat, sagen, dass er stimmt, und ich weiss, dass er natürlich stimmt! Aber das Ganze ist eine politische Frage. Wir wissen, dass die Gewichtung politisch erfolgt, und ich glaube, im Moment wird das Benzin einfach sehr stark gewichtet, und deshalb haben wir angeblich keine Teuerung. Ich bin aber der Meinung, dass die Preise heute überall steigen, dass wir in jeder Beziehung ein teureres Leben führen und dass das in diesen «indexweisen Gewichtungen» irgendwie zu wenig zum Ausdruck kommt. Nach wie vor ist es unbefriedigend, dass man sich aus nur wenigen Haushaltungen ein Bild macht, um eine Statistik zu erstellen: 500 Haushaltungen, die so einen Schnitt von einem Einkommen von 70000 Franken haben - für einen Dreipersonenhaushalt-, geben meines Erachtens nicht das echte Bild der Durchschnittsschweizerfamilie wieder. Aber ich kenne die Problematik. Ich möchte einfach bitten, dass man sich weiter bemüht, das Feld ein bisschen breiter abzustecken.

E. 4

Die Lärmschutz-Verordnung: Auch hier läuft das Mitbestimmungsverfahren noch bis Ende 1986. Wir nehmen auch hier an, dass diese Ende 1986 anfangs 1987 in Kraft treten kann.

E. 5

Schliesslich die letzte Verordnung, die Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung: Hier läuft zur Zeit die Vernehmlassung seit dem 16. Mai bis Ende September 1986. Die Inkraftsetzung hängt noch von den Antworten im Vernehmlassungsverfahren ab. Ich kann das noch nicht genau bestimmen, aber wir nehmen doch an, dass im Verlaufe des nächsten Jahres auch diese letzte Verordnung in Kraft treten kann. Herr Zwygart, Sie haben sich nach dem quantitativen Gewässerschutz erkundigt. Sie wissen, dass dieses Thema Gegenstand der momentanen Revision des Gewässerschutzgesetzes ist. Hier ist die Botschaft in Vorbereitung. Die Vernehmlassungsfrist ist schon seit einiger Zeit abgelaufen. Ich darf aber noch daran erinnern, dass der Bundesrat kürzlich einen Beschluss gefasst hat, wonach für die Uebergangszeit bis zum Inkrafttreten dieses neuen Gesetzes Konzessionen nur noch unter der Bedingung der Einhaltung der künftigen Gesetzgebung erteilt werden sollen. Herr Weder, Sie haben mit Recht auf die Vordringlichkeit des Bodenschutzes hingewiesen. Ich darf Sie - wie schon bereits Herrn Chopard - darauf hinweisen, dass die Verordnung über Schadstoffe im Boden vermutlich

am 1. September 1986 in Kraft treten dürfte. Herr Mühlemann, Sie erkundigen sich nach der Informatik in den Schulprogrammen der Mittelschulen. Ich muss vorausschicken, dass die Schulprogramme der Mittelschulen nicht in die Hoheit des Bundes fallen, sondern in die Hoheit der Kantone. Wir haben lediglich die Maturität für die Medizinalberufe zu überwachen; nur über dieses Instrument können wir die Bildung an den Mittelschulen kontrollieren. Es trifft zu, dass die Informatik einstweilen nach der neu revidierten Maturitätsanerkennungs-Verordnung nur als Wahlfach vorgesehen ist. Es trifft auch zu, dass eine Totalrevision der Maturitäts-Verordnung vorgesehen ist. Ich möchte mich hier

3. Juni 1986 N 561 Geschäftsbericht des Bundesrates aber nicht in Prophezeiungen ergehen, bis wann diese in Kraft treten kann, um nicht später einmal mir daraus Vorwürfe zuzuziehen. Genehmigt - Approuvé Bundeskanzlei - Chancellerie fédérale M. Houmard, rapporteur: Le président de la Commission de gestion a évoqué les questions posées par le rapport de la Chancellerie fédérale traitant de l'état d'avancement de la réalisation des Grandes lignes de la politique gouvernementale, je n'y reviendrai donc pas, sinon pour signaler que la section a été chargée de dénoncer en temps utile les retards apportés à des engagements pris par le Conseil fédéral. La commission s'est penchée sur l'état d'avancement des travaux concernant le traitement de textes et de données, et ceci au sein de la Chancellerie et de l'ensemble de l'administration fédérale. Comme vous vous en souvenez, des critiques avaient été formulées sur la manière dont l'informatique avait été introduite dans l'ensemble de l'administration fédérale. Ces critiques étaient justifiées; toutefois on constate aujourd'hui une véritable recherche de coordination. Tout n'est pas parfait mais la volonté de réaliser un ensemble harmonieux et efficace existe. Parmi les obstacles rencontrés pour l'introduction de l'informatique dans l'administration fédérale, nous devons mentionner, d'une part le manque d'attribution de compétence à un organe spécialisé et, d'autre part, l'autonomie des secrétariats généraux de chaque département. Selon l'article 5 de la loi fédérale créant l'Office fédéral de l'organisation, il lui incombe de promouvoir, de coordonner, de surveiller les activités en matière d'informatique et d'en assurer la planification générale. L'OFO a une tâche de coordination sur le plan technique - appareils adaptés aux besoins. En revanche, il ne peut imposer certaines pratiques aux départements. La section est toutefois d'avis que la volonté d'autonomie des départements, aussi compréhensible soit-elle, a ses limites. Elle ne doit pas entraver la coordination et neutraliser l'effort de recherche d'efficacité lorsqu'il s'agit d'introduire un système aussi élaboré que le traitement électronique des textes. La Commission de gestion a pris connaissance avec satisfaction de deux événements qui devraient enfin permettre la coordination désirée. Il s'agit d'une part de l'entrée en fonctions au 1^{er} janvier 1986 de M. Koch en tant que chef de l'informatique, c'est-à-dire chef de la centrale ABIM. Son cahier des charges doit lui permettre de remplir son rôle de coordinateur entre la Chancellerie et les Services du Parlement mais aussi dans le cadre de l'Administration fédérale en général. D'autre part, la Chancellerie a créé un groupe interdépartemental de coordination en matière d'informatique. Ce groupe dénommé GICI, présidé par M. Couchepin, Vice-chancelier, est formé par la Conférence des secrétaires généraux. Il se préoccupe de définir une politique générale, de fixer les priorités en cas de conflit et de préparer les décisions qui s'imposent en matière de budget annuel sur l'informatique. Le groupe de travail ne fait pas double emploi avec l'Office fédéral de l'organisation. En effet, le GICI prépare une conception générale de sa politique qu'il soumet à la Conférence des secrétaires généraux, alors que l'OFO et l'OFIM remplissent une tâche de coordination technique au niveau des installations. Le GICI a examiné jusqu'ici des budgets d'informatique, il a défini une procédure pour les

établir, il a été consulté sur l'avenir du centre de calcul de l'administration civile, il s'est occupé du réseau d'interconnexions LAN, qui est une étude visant à aménager un réseau local pour le Palais fédéral et les bâtiments des alentours. Il s'est en outre occupé des rapports entre les administrations cantonales et fédérale en matière d'informatique. Ce groupe a en outre demandé à l'OFO de créer un pool de spécialistes aptes à venir en aide spontanément aux offices de départements désireux d'introduire l'informatique. Il a également prévu d'élaborer un projet de directives en informatique, utilisables par les offices et les départements. La Commission de gestion soutient ces postulats et émet le vœu que le Conseil fédéral crée, le cas échéant, les bases formelles de l'organe instauré de toutes pièces par la Chancellerie fédérale et le Secrétariat général. Elle demande également que l'on voue un soin particulier à la compatibilité des différents systèmes avant chaque achat d'ordinateur et elle a chargé la section concernée de suivre l'évolution de cette coordination ainsi que l'évolution de la protection des données et de faire rapport en temps utile. Même s'il est prévu que des banques de données ABIM soient doublement protégées contre les questions justifiées qui leur seraient posées, il est toutefois patent que la protection des données deviendra toujours plus complexe. Compte tenu du rassemblement des données à l'Assemblée fédérale et à la Chancellerie, on assistera à une augmentation des besoins de l'accès à ces banques. La gestion des données ne sera donc pas seulement technique mais aussi politique. Il s'agira en effet de fixer qui a accès à des données déterminées. La recherche connue sous le nom EUROTRA suit son cours. La Suisse tient à y adhérer, elle est en passe de négociations. Suite à l'entrée de l'Espagne et du Portugal au sein de la CEE, le projet a subi un léger retard, mais on nous promet un accord pour cet automne. Un groupe de spécialistes dénommé SUISSTRA représente la Suisse au sein de cet organisme. La machine à traduire prévue par ce projet sera utilisée pour dégrossir le travail de traduction. La CEE a élaboré à cet effet une banque de données européennes de terminologie dénommée EUROIDAUTOM, qui est appelée à alimenter la machine à traduire. La Suisse aimerait s'associer également à ce projet. La difficulté d'unifier la terminologie entre pays complique le problème; toutefois, la collaboration envisagée avec le dictionnaire automatique européen permettra à l'administration fédérale d'être plus rapidement opérationnelle, même si elle doit par la suite constituer sa propre terminologie. La conclusion de la commission reflète sa satisfaction de l'effort réalisé ces derniers mois. Elle constate que le concept global dénommé CUNIDAS est en voie de réalisation, que ce système permettra le transfert de l'informatique entre la Chancellerie et les Services du Parlement, des offices de documentation et de la bibliothèque. Le système permettra donc de traiter une intervention de bout en bout par le procédé électronique. Le texte traité électroniquement sera transmis à la Chancellerie puis aux différents départements pour examen et prise de position, et enfin renvoyé au Parlement après le passage au Conseil fédéral. Le nouveau système de traitement des textes devra permettre de réduire le travail des dactylos puisque les nouveaux supports magnétiques pourront être utilisés directement par les intéressés. Ils pourront également être transmis à l'imprimerie. Mais s'il existe encore de sérieuses difficultés pour atteindre les objectifs poursuivis, on peut faire confiance aux organismes, c'est-à-dire au groupe interdépartemental et à la centrale ABIM pour parvenir à dominer les problèmes. Pour terminer, nous devons remercier la Chancellerie, les Services du Parlement et de documentation pour leur engagement. Nous espérons que la prochaine inspection nous prouvera que la confiance placée en ces organismes était justifiée. Stappung: Der Geschäftsbericht erklärt auf Seite 6, für die verwaltungsinterne Information sei der Pressespiegel nach wie vor von grosser Bedeutung.

Die Frage der damit verbundenen Urheberrechte sei Gegenstand von Verhandlungen mit Pro-Litteris-Teledrama. Das Problem liege bei der Abgrenzung der Leistungspflicht des Bundes. Dazu möchte man, nicht zuletzt auch im Interesse der Kantone, in welchen ähnliche Probleme bestehen, etwas mehr wissen. Ich bitte deshalb den Herrn Bundeskanzler, darüber einige Ausführungen zu machen und mir insbesondere darüber Auskunft zu geben:

Gestion du Conseil fédéral 562 N 3 juin 1986 a) ob schon einzelne Verträge zwischen Pro-Litteris-Teledrama und Bundesstellen abgeschlossen worden sind, b) wenn ja, welche Ansätze für Fotokopien festgelegt worden sind, und c) welches die einzelnen Probleme zu Fragen der Abgrenzung der Leistungspflicht des Bundes sind. Darüber hinaus interessiert mich die Grössenordnung der Vergütungen, die voraussichtlich für die Nutzung des Fotokopierrechtes durch den Bund und seine Betriebe zu entrichten sein werden. Schliesslich frage ich den Herrn Bundeskanzler, ob auch der Bundesrat der Meinung ist, dass die sogenannte Zehn-Prozent-Regel als urheberrechtliche Entschädigung ein ungeschriebenes Gesetz in der Schweiz darstelle, wie es das Bundesgericht offenbar im Zusammenhang mit den Fernsehkabeltarifen irrtümlich angenommen hat, oder ob der Bundesrat davon Kenntnis hat, dass die Vergütung für Urheber im Bereich des Urheberrechtes an Werken der Literatur und Kunst je nach Branche höchst unterschiedlich und zum Teil weit über 10 Prozent hinaus festgesetzt wird. Bundeskanzler Buser: Ich danke Herrn Nationalrat Houmard vorweg für die sachliche Würdigung der Schwierigkeiten einerseits, die wir am Anfang mit der Einführung der Elektronik in der Bundeskanzlei gehabt haben, und der Anerkennung der Fortschritte andererseits, die nach diesen anfänglichen Schwierigkeiten mit grossem Erfolg gemacht wurden. Die Textverarbeitung spielt heute ausgezeichnet; wir haben überhaupt keine Probleme mehr. Die technischen und finanziellen Probleme stehen vor einer Lösung: Wir werden einen weiteren Computer erhalten. Das Raumproblem ist gelöst, das Personalproblem ist gelöst. Bezüglich der Koordination besteht eine enge Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Organisation, wie dies Herr Houmard bereits unterstrichen hat. Die Generalsekretärenkonferenz hat mit einer Untergruppe die Unterstützung der Koordinationsbestrebungen aufgenommen. Die Arbeiten stehen nun vor dem Abschluss und zielen auf eine Verordnung des Bundesrates über den Informatikdienst der Bundeskanzlei. Das Vernehmlassungsverfahren ist abgeschlossen, ausgenommen die Dokumentationskommission des Parlamentes, die sich nächste Woche noch damit befassen wird. Wenn sie unserem Vorgehen zustimmt, können wir die Verordnung dem Bundesrat vorlegen. Nun zu den Fragen von Herrn Nationalrat Stappung bezüglich der Pro-Litteris-Teledrama. Ich kann Ihnen vorweg sagen, dass es noch keine Abschlüsse der Bundesverwaltung mit der Pro-Litteris-Teledrama gibt. Der Grund liegt darin, dass der Hauptabschluss, den die Bundeskanzlei betreut, von grosser finanzieller Bedeutung und auch von grosser präjudizieller Bedeutung ist. Es geht um erhebliche Beträge, und wenn ich von Präjudizien spreche, so geht es um die Folgen für die Kantone, mit denen anschliessend ähnliche Verträge geplant sind. Wir haben deshalb eine sehr gründliche Prüfung in die Wege geleitet, welche die Grundlagen für den Abschluss dieses Vertrages und auch die Möglichkeiten einer Reduktion der Aufwendungen betrifft. Was die Grundlagen betrifft, so hat eine minutiöse interne Erhebung ergeben, dass ein Prozent des gesamten Kopiervolumens der Bundesverwaltung urheberrechtlich relevant ist. Die Zehn-Prozent-Klausel, von der das Bundesgericht gesprochen hat, ist auch für uns keine heilige Kuh, aber sie ist derzeit Grundlage der Besprechungen mit Pro-Litteris-Teledrama. Die Probleme stellen sich bei der Anwendung dieser Klausel. Soll bei der Berechnung der Vergütung auf die

Kosten pro Kopie und/oder auch auf den sogenannten Gewinn abgestellt werden? Die Pro-Litteris-Teledrama möchte vom Bund eine Kopieentschädigung von 6 Rappen. Wir finden diesen Preis zu hoch. Deshalb wird noch weiter verhandelt. Weiter haben wir Massnahmen getroffen, um die Auflage der Pressespiegel nach Möglichkeit zu reduzieren, um damit, wenn der Abschluss fällig wird, ebenfalls die Kosten etwas tiefer zu halten. Wir sind dies Herrn Bundesrat Stich wegen der Bundesfinanzen schuldig. Die Koordination der geplanten Abschlüsse liegt bei der Generalsekretärenkonferenz, und wir werden Sie voraussichtlich im nächsten Geschäftsbericht über das Ergebnis orientieren können.

Genehmigt - Approuvé Département für auswärtige Angelegenheiten Département des affaires étrangères M. Houmard, rapporteur: La commission de gestion a soulevé la question de l'indigence du rapport du département en matière de politique étrangère. Le rapport fait bien mention des déplacements de nos représentants et des visites reçues à Berne. En revanche, il ne soulève pas les problèmes de politique étrangère traités en 1985 et surtout des solutions envisagées par le Conseil fédéral. La Commission de gestion suggère de consacrer à l'avenir deux à trois pages permettant de retrouver l'action de politique étrangère du département. Nous avons pris connaissance d'une interpellation de la Commission des affaires étrangères et du fait que le département prépare un dossier en vue d'un débat en plénum. La Commission de gestion s'est en outre penchée longuement sur l'action de la DDA. Dans son rapport au Conseil national, concernant le contrôle de l'efficacité des projets de développement au Népal du 23 août 1984, la Commission de gestion avait entre autres demandé à la DDA de formuler, dans le délai d'une année, un aperçu des règles appliquées à la coopération suisse au développement. En fait, il s'agissait d'énumérer les principes régissant la stratégie de la DDA en matière de développement. Le premier rapport de la DDA ne nous a donné que partiellement satisfaction. Nous reprochions essentiellement le fait de ne pas avoir mis l'essentiel en évidence et de manquer de précision. Ces remarques étant faites sans vouloir minimiser la complexité du problème, voire même la contradiction des conditions-cadres auxquelles la coopération au développement doit faire face. La DDA a préparé une nouvelle version abrégée d'un rapport portant sur les aspects bilatéraux de la coopération technique et financière. Le nouveau texte rappelle au personnel engagé dans les actions de coopération bilatérales, les éléments les plus importants. Parmi les principes généraux établis par la DDA, on notera que la coopération suisse au développement a pour but premier de mettre les pays en développement en mesure d'assumer leur développement par leur propre force. Quant au choix des actions ou des programmes de coopération de la DDA, la DDA les examine sous l'angle des priorités et des principes fixés par la loi du 18 mars 1976, renforcés de critères, et examine entre autres: l'insertion dans l'effort de développement global du pays concerné, l'effet sur les populations, en particulier sur les plus pauvres, ainsi que la capacité de l'institution responsable dans le pays en développement, à conduire le projet et le poursuivre après le retrait de l'appui accordé par la Confédération. Il est, en outre, précisé que le porteur de l'action de développement doit être une institution du pays en développement lui-même. La participation de la Suisse n'étant conçue que comme un soutien limité dans le temps, la DDA voue une attention particulière au maintien d'un équilibre écologique. L'agriculture constituant la base de l'économie pour la majorité des pays pauvres, la DDA accorde également une attention particulière à la production agricole alimentaire. La Commission consultative pour la coopération au développement a procédé à un examen des questions soulevées par le rapport Basler. Ses travaux ne remettent nullement en cause les principes de la coopération au développement. Toutefois, cette

commission a conclu à la nécessité d'accroître le degré de priorité accordé au problème démographique. Je rappelle que ce sujet a fait l'objet de la conférence internationale qui s'est déroulée en 1984 à Mexico. Il sera d'ailleurs reflété dans la prochaine version des principes revue par la DDA.

3. Juni 1986 N 563 Geschäftsbericht des Bundesrates Le problème de la régulation des naissances est, comme chacun le sait, particulièrement complexe et difficile à résoudre. Même si l'on ne parachute pas le planning familial, je fais ici allusion à un article intitulé «Le montagnard et l'hélicoptère», paru dans la revue E+D, cela ne nous dispense pas d'y consacrer toute notre attention. La commission a d'ailleurs pris connaissance avec beaucoup de satisfaction du bon travail de l'équipe médicale IHTP, engagée depuis plusieurs années au Népal. Un test dirigé par le Dr Achard, portant sur mille couples suivis pendant trois ans, prouve, selon les derniers renseignements que le système de planning familial naturel, c'est-à-dire celui basé sur l'information et l'instruction fonctionne bien. D'autre part, les efforts de la DDA en vue de venir en aide aux agriculteurs portent également leurs fruits. Le système des conseillers en agriculture est accepté par les indigènes et sera repris par le gouvernement népalais. Cela est d'autant plus réjouissant que le projet suisse au Népal prend fin en 1990. La transition sera donc assurée par une organisation indigène. En conclusion, on peut avec la Commission des affaires étrangères, se féliciter du débat provoqué par le rapport Basler quia permis de prendre conscience de la complexité des problèmes liés à l'aide au développement mais aussi de revoir certains principes permettant de fixer des priorités. Nous remercions la DDA de son engagement au service de l'aide humanitaire. Müller-Aargau: Der Bundesrat hat auf Seite 21 zum Thema Auslandschweizer bekannt, dass er auf eine Revision des Gesetzes über die politischen Rechte der Auslandschweizer verzichten wird. Zitat: «Die Auslandschweizer müssen deshalb nach wie vor in die Schweiz kommen, wenn sie an den eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen teilnehmen wollen.» So schreibt der Bundesrat. Damit ist aber möglicherweise auch das Stimmrecht auf dem Korrespondenzweg für Ausländer in der Schweiz im Eimer. Der Bundesrat beantragt sogar, das Postulat 80.490 zum Thema Korrespondenzwahlrecht für Ausländer in der Schweiz, das ich von Herrn Aider übernommen habe und das am 21. März 1984 vom Nationalrat überwiesen worden ist, abzuschreiben. Am 21. März 1984 habe ich an diesem Pult das Vorgehen des Bundesrates, d. h. die Verknüpfung dieser beiden Fragen, kritisiert. Die europäischen Empfehlungen drängen darauf, diese Sache zu entkrampfen und die Stimmabgabe auf dem Korrespondenzweg zu ermöglichen. Damals hat sich Herr Bundesrat Aubert in folgender Weise vernehmen lassen: 1. Der Bundesrat hat sich recht positiv geäußert zum Thema Stimmrecht für Auslandschweizer. 2. Der Bundesrat hat noch einmal bestätigt, dass diese Sache für ihn auf Gegenseitigkeit beruht. 3. Der Bundesrat hat aber durchaus eingeräumt, dass diese beiden Fragen getrennt behandelt werden könnten. Ich teile diese Meinung heute mehr denn je: Da nicht die anderen Staaten, sondern wir Schweizer selber den Auslandschweizern das Korrespondenzwahlrecht vorenthalten wollen, ist die Abkoppelung sogar notwendig. Persönlich finde ich es bemühend, dass wir in der Schweiz derart kleinlich sind, wenn sich Menschen mit ihrer engeren oder weiteren Heimat weiterhin verbunden fühlen und dort mitwählen wollen. Umgekehrt wollen wir auch keine Konsequenzen ziehen und den Ausländern beispielsweise in den Gemeinden Mitsprachemöglichkeiten einräumen. Etwas mehr Offenheit dürften wir doch zeigen. Der Bundesrat kommentiert die Abschreibung meines Postulates mit den Worten: «Die Frage, die den Postulaten zugrunde liegt, wird von den zuständigen Bundesstellen weiter geprüft.» Das heisst mit anderen Worten: Alles ist im

Fluss, nichts ist erfüllt. Das Postulat muss aufrechterhalten bleiben. Ich stelle einen entsprechenden Antrag. Ein Zweites: Mehr eine Frage als eine Bemerkung habe ich zum Thema Evaluationen von Entwicklungshilfeprojekten. Mit dem Geschäftsbericht 1984 wurde das entsprechende Postulat Kloter/Müller abgeschrieben. Ich konnte das damals akzeptieren, weil mit Recht auf den ausführlichen Bericht im Rahmen der Botschaft 84.018 vom 19. März 1984 hingewiesen wurde. Ich habe nach der Lektüre des Kapitels Evaluation, Seite 36 im Geschäftsbericht 1985, nochmals die zehn Beispiele, die in der Botschaft behandelt worden sind, durchgegangen. Die Kriterien sind weitgehend dieselben geblieben. Ich möchte das vorerst gar nicht kritisieren. Ich habe Verständnis für gleiche Kriterien bei Evaluationen, weil wir sonst keine Vergleiche mehr anstellen können. Seit 1984 sind aber einige kritische Reporte über die Entwicklungshilfeprojekte im speziellen und allgemeinen veröffentlicht worden, und weitere werden folgen. Sie gehen zum Teil gar nicht zimperlich mit den Resultaten von Projekten um. Ich frage daher den Bundesrat an, wieweit man in seinem Departement willens und fähig ist, sich mit solchen neuen Berichten auseinanderzusetzen und, wenn nötig, auch die öffentliche Diskussion nicht zu scheuen. Die Entwicklungshilfe wird je länger je mehr an den nachweisbaren Erfolgen gemessen werden. Darf ich hoffen, dass sich die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe so schnell wie möglich mit solchen Werken, auch sogenannten zweifelhaften, auseinandersetzen und wenn nötig Konsequenzen bezüglich der Evaluationsverfahren ziehen wird, und dies bevor die bilateralen Entwicklungshilfen in die Defensive gedrängt werden? Ich danke für die Beantwortung meiner Fragen.

Braunschweig: Ich begrüße alle guten Dienste, die unser Land leistet oder an denen es beteiligt ist, sei es im Alleingang, zusammen mit anderen Staaten, im Rahmen des KSZE-Prozesses oder in irgendeinem anderen Rahmen, unwichtig, ob im Nahen Osten, im Golf-Krieg, in Afghanistan oder in den Konfliktgebieten Afrikas. In diesem Sinne begrüße ich auf Seite 20 den Hinweis auf die Friedensbemühungen der Contadora-Gruppe in Zentralamerika: Der Bundesrat schenke diesem Prozess seine Aufmerksamkeit. Herr Bundesrat Aubert hat das schon anlässlich seiner Reise in Zentralamerika deutlich zum Ausdruck gebracht. Ich bitte den Bundesrat, dieser Auffassung treu zu bleiben und vielleicht noch mehr Ideen, Phantasie und Risikobereitschaft zu entwickeln. Ich bin dankbar, wenn die Informationen, die wir erhalten, nicht nur den Rahmen, sondern auch den Inhalt betreffen und etwas konkreter sind. Denn gerade dort in Zentralamerika und insbesondere in Nicaragua spitzt sich die Lage zu. Das können wir jeden Tag in der Presse verfolgen. Wir haben gestern eine entsetzlich traurige Nachricht bekommen: Am letzten Samstag haben antisandinistische Contras ein Landwirtschaftsprojekt angegriffen, an dem schweizerische Organisationen, Schweizerinnen und Schweizer, wesentlich beteiligt waren. 16 Tote und 19 Verletzte blieben zurück, 14 Häuser und die Schule wurden zerstört. Ich habe gestern abend mit einer jungen Frau telefoniert, die dort während 6 Monaten in der Lehrlings- und Kinderarbeit tätig war. Die Menschen, mit denen sie zusammengearbeitet hat, sind heute tot, und sie weiss, dass solche Projekte immer wieder gefährdet sein werden. Vor zwei Wochen war ein Projekt des Schweizerischen Arbeiterhilfswerkes Objekt des antisandinistischen Terrors. In der Frühjahrssession gedachte Herr Bundesrat Aubert des ermordeten Schweizer Landwirts Maurice Demierre, der im Auftrag einer katholischen Organisation dort tätig war. Man fragt sich: Ist diese Häufung von Angriffen seitens der Contras gegen Projekte, an denen unser Land beteiligt ist, Zufall? Man stellt fest, dass die Angriffe zeitlich zusammenfallen mit den Aktivitäten dieser neuen Contras-Freunde in unserem eigenen Lande. Ich glaube allerdings kaum an einen Zusammenhang. Die

Rebellenorganisation der Contras muss sich offenbar gegenüber Washington in Erinnerung rufen, muss beweisen, dass sie etwas leistet für diese Millionen von Dollars, die sie bekommt und die sie in Aussicht hat. Wir stellen immer mehr fest, wie einseitig von der amerikanischen Führung her alle Probleme in unserer Welt nur gerade auf einen Raster zurückgeführt werden, nämlich den Ost-

Gestion du Conseil fédéral 564 N 3 juin 1986 West-Raster. Wir stellen die Verhärtung in der Dritten Welt gegenüber dem Osten fest, vor allem aber, und das muss uns jetzt eigentlich wachrütteln, auch gegenüber Europa. Es ist die gleiche Verhärtung, die wir an der Nato-Konferenz in Halifax oder an der KSZE-Konferenz in Bern feststellten. Und was für den politischen Bereich gilt, gilt erst recht für den wirtschaftlichen Bereich. Auch darüber sind wir informiert und direkt mitbetroffen. Mit ändern Worten - und darauf mache ich aufmerksam -, die Probleme Zentralamerikas sind auch unsere Probleme, und das verpflichtet uns zu einem vermehrten Engagement, nicht nur aus irgendwelchen schönen Gedanken oder Ideen heraus, sondern auch, weil es jeweils um unsere eigenen Interessen und um unsere eigene Sicherheit geht. Ich lade das Departement ein, diese Sicht, diesen grösseren Rahmen nie aus den Augen zu verlieren und das bei aller Tätigkeit mitzubersichtigen. Mühlemann: Meine Ausführungen beziehen sich auf Seite 26, auf den Fragenkomplex Unesco. Im Geschäftsbericht wird festgestellt, dass anlässlich der Generalkonferenz der Unesco in Sofia im Oktober und November des vergangenen Jahres erfreuliche Anzeichen einer Besserung dieser Weltorganisation zu verzeichnen gewesen seien. Im besondern hat sich die schweizerische Delegation damals ausgezeichnet durch eine rege und, wie mir scheint, auch erfolgreiche Aktivität. Es ist dort offenbar gelungen, eine Gewichtsverlagerung zu erzielen von den einäugigen politischen Programmen auf die echte Zielsetzung der Unesco. Im besondern hat man offenbar dort einen Aktionsplan verabschiedet zur Ausrottung des Analphabetentums. Herr Bundesrat Aubert hat hier in diesem Saal auch darauf hingewiesen, dass eine weitere Präsidentschaft von Herrn M'Bow als Generalsekretär nicht mehr in Frage kommen könne. Wir müssen heute feststellen - ich darf das auch aufgrund eines Besuches in Paris sagen -, dass die optimistischen Perspektiven nicht erfüllt sind. Die Unesco befindet sich heute nach wie vor in einem desolaten Zustand, die UNO wird geführt von einem Generalsekretär, der um sich herum eine personelle Organisation aufgezogen hat, die nur nach His Master's Voice arbeitet. Er selber ist daran, diese personelle Organisation zu verstärken und auch in einäugiger politischer Grundhaltung Säuberungen vorzunehmen, mit denen man nicht einiggehen kann. Es ist leider festzustellen, dass sich etwa die Bundesrepublik Deutschland auch nach dem Austritt der Vereinigten Staaten und Englands sehr passiv verhält. Ich möchte Herrn Bundesrat Aubert in diesem Zusammenhang anfragen, was das Departement für auswärtige Angelegenheiten im weitem getan hat, steht doch deutlich im Geschäftsbericht, dass man aufmerksam die Entwicklung verfolgen wolle. Ich darf darauf hinweisen, dass nicht nur die neue Kandidatur von Herrn M'Bow vorbereitet wird. Es ist auch so, dass seine Programme nach wie vor eindeutig politisch einseitige Zielsetzungen enthalten und dass die wahren Aufgaben der Unesco eher diesen politischen Zielsetzungen hintangestellt werden. Wir sind auch nicht überzeugt, dass mit den Geldern haushälterisch umgegangen wird und dass bei den Sparmassnahmen, etwa bei den Entlassungen des Personals, oberste Gerechtigkeit die Leitschnur des Handelns ist. Ich möchte Herrn Bundesrat Aubert fragen, was im weitem von uns aus unternommen wird, denn die Schweiz hat offenbar eine Chance, als echt neutraler Staat hier wirksam zu werden. Es wird zweifellos Stimmen in diesem Land geben, die von einem Austritt aus der UNESCO sprechen werden. Ich bin nicht dieser Ansicht; ich

glaube, dass wir hier eine wertvolle Aufgabe erfüllen können, aber immerhin wäre zu prüfen, ob wir unsere Mitgliedschaft nicht suspendieren sollten, bis tatsächlich echte Reformbestrebungen sichtbar werden. Wir sollten hier einen massiven politischen Druck ausüben, damit diese Organisation Aufgaben erfüllt, die sie tatsächlich wahrnehmen muss.

M. Soldini: En page 42 de son rapport de gestion, le Conseil fédéral précise, concernant la Charte sociale européenne, qu'il a proposé aux Chambres de classer trois postulats datant de 1970, 1971 et 1980. Comme notre gouvernement excipe du fait que la Charte sociale européenne se trouve toujours dans la phase parlementaire et que le Conseil des Etats a eu, il y a plusieurs mois déjà, l'occasion de discuter de la ratification de ce texte, je me permets de demander au Conseil fédéral quelles sont les raisons du retard apporté à son examen par la Chambre du peuple et quand, à vues humaines, le débat concernant cette affaire importante pour les relations entre la Confédération et le Conseil de l'Europe pourra s'engager au Conseil national.

M. Aubert, conseiller fédéral: Tout d'abord, je voudrais remercier M. Houmard de son rapport ainsi que de ses remerciements adressés à la DDA qui, effectivement, a fait un effort considérable. Je crois que ce secteur extrêmement important de notre département est remarquablement géré. Vous avez repris ici une proposition que M. Bonnard a présentée en séance de commission demandant que l'on donne un peu plus de détails sur notre politique étrangère dans le rapport de gestion. Or, la question se pose de savoir quel est le rôle d'un rapport de gestion qui doit refléter les activités du Conseil fédéral et de ses départements et qui est soumis à de nombreuses contraintes. Il doit en particulier être très succinct. Peut-être - et je donne raison à M. Bonnard - avons-nous atteint la limite inférieure de ce que l'on peut faire. Nous avons dû, en effet, réduire ces dernières années de plus d'un tiers nos rapports de gestion, pour des raisons indépendantes de notre volonté, à la suite du passage à l'offset. Cela dit, le rapport de gestion doit avant tout refléter les principaux actes de politique étrangère ainsi que les activités de nos administrations. Il peut difficilement devenir un compte-rendu de politique étrangère où se refléteraient tous les problèmes et toutes les discussions que nous avons, en Suisse ou à l'étranger, avec des ministres et des chefs d'Etat. Nous vous rendons compte, dans ce rapport, d'un certain nombre d'événements importants pour notre politique étrangère. J'en rappelle un: la rencontre historique des 19 et 20 novembre 1985, à Genève, de MM. Reagan et Gorbatchev. Nous avons l'impression, à cette époque, que le courant avait passé, que des progrès allaient intervenir durant cette année. N'oublions pas que ce rapport de gestion a été rédigé dans les premiers jours de 1986. Or, nous devons constater, aujourd'hui, qu'il n'y a guère eu de progrès. La CSCE de Berne, sur les contacts entre les personnes, n'a pas pu aboutir à un communiqué final. Les négociations sur le désarmement, à Genève, à Stockholm, à Vienne, n'ont pas non plus abouti et n'ont pas avancé. Dans quel état allons-nous nous retrouver le 6 novembre 1986 à la CSCE à Vienne? Cela fera encore l'objet de commentaires dans l'attente de cet événement. Je suis d'avis que le rapport de gestion n'est pas l'endroit où faire de longs exposés de politique étrangère. C'est une des raisons pour lesquelles votre Commission des affaires étrangères a déposé une interpellation à laquelle nous donnerons suite durant cette session encore. Nous avons d'ores et déjà préparé un long exposé qui sera relativement exhaustif sur la politique étrangère de notre pays. Cela nous paraissait utile et j'espère que vous aurez le temps d'en débattre pendant cette session. Je suis prêt à augmenter de «deux ou trois pages au plus», comme le demandait M. Bonnard, le rapport de gestion de l'année prochaine.

M. Müller-Argovio a abordé le cas du droit de vote par correspondance des Suisses à l'étranger et celui du droit de vote des étrangers en Suisse. Vous avez raison, Monsieur Müller, ce sont

deux problèmes différents, nous en sommes parfaitement conscients; c'est la raison pour laquelle nous entendons traiter de ces deux objets séparément. En ce qui concerne le droit de vote des étrangers en Suisse, vous connaissez les résultats très négatifs de la procédure de consultation, et nous n'avons pas encore trouvé de solution satisfaisante. D'entente avec le Département fédéral de justice et police qui, je le rappelle, est compétent pour

3. Juni 1986 N 565 Geschäftsbericht des Bundesrates le droit de vote des étrangers en Suisse et pour la modification de la loi sur les Suisses de l'étranger, nous continuons d'étudier ce problème. Nos juristes n'ont pas encore pu se mettre d'accord sur une solution satisfaisante. Deuxièmement, vous nous avez demandé des précisions concernant les critères d'évaluation des projets de coopération technique et d'aide financière. Ce sujet sera traité plus en détail dans le rapport que vous nous avez demandé pour la fin de l'année 1986 et qui sera intitulé «10 ans d'application de la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales». Je peux vous assurer que l'étude de cette question est constamment poursuivie: les spécialistes de la DDA s'occupent, dans chaque cas concret, de réexaminer s'il y a des leçons à en tirer, des modifications à apporter dans les principes, des évaluations nouvelles à faire. J'espère donc que le rapport de fin 1986 vous donnera satisfaction. Monsieur Braunschweig, en ce qui concerne le soutien au groupe de Contadora, vous le savez, lors de mon voyage en octobre 1984, je me suis rendu dans trois des quatre pays de Contadora: le Venezuela, la Colombie et le Mexique. Il n'y a que le Panama dans lequel je n'avais pu me rendre. En novembre 1984, au comité des ministres du Conseil de l'Europe à Strasbourg, j'ai proposé que le groupe de Contadora soit soutenu, non pas seulement par ce qui était alors l'Europe des dix et qui est maintenant l'Europe des douze, mais également par le Conseil de l'Europe et il en a été fait mention dans le communiqué final de cette séance. Nous continuons à maintenir nos contacts; c'est extrêmement important. Je peux vous dire que les déclarations et les rencontres des dirigeants des pays de Contadora et des cinq Etats d'Amérique centrale se poursuivent très activement. Une rencontre vient d'avoir lieu les 24 et 25 mai entre les présidents des pays d'Amérique centrale, qui se sont réunis à Esquipulas, au sud-est du Guatemala et qui ont exprimé, dans une déclaration commune, leur volonté de signer l'acte de paix du groupe de Contadora. En outre, une nouvelle rencontre concernant le processus de Contadora doit avoir lieu dans trois jours, le 6 juin. Nous suivons avec une très grande attention ce processus de Contadora et nous lui accordons, dans toute la mesure possible, tout notre soutien tant sur le plan multilatéral, au Conseil de l'Europe, que bilatéralement. Nous sommes également extrêmement préoccupés par révolution de la situation au Nicaragua. Ces derniers jours, les attaques des Contras ont provoqué plusieurs morts, des hommes, des femmes, des enfants, des personnes qui allaient là pour apporter une coopération au développement. Nous ne pouvons que condamner fermement tous ces actes de violence et je peux vous assurer que nous interviendrons auprès de tous les Etats concernés par ces faits, également auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Je vous rappelle que nous l'avons déjà fait à la suite du décès de M. Demierre: notre ambassadeur, M. Jakobi, était intervenu au Ministère des affaires étrangères à Washington pour demander des renseignements. Monsieur Mühlemann, en ce qui concerne une nouvelle candidature de M. M'Bow à l'UNESCO, on en parle. M. M'Bow est toutefois en fonctions jusqu'en 1987 et nous sommes encore loin de l'échéance de son mandat. Présentera-t-il encore sa candidature? Vous savez les vents contraires qui soufflent dans tous les pays contre lui. Qu'en adviendra-t-il? Il est impossible aujourd'hui de se prononcer. Par contre, ce que nous pouvons dire aujourd'hui déjà c'est que nous ne pourrions en aucun cas

-accepter de donner une suite favorable à ce qui a toujours été votre désir, c'est-à-dire quitter l'Unesco. Le Conseil fédéral en a décidé ainsi. Il l'a réaffirmé au lendemain de la votation négative du 16 mars 1986 concernant l'entrée de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies. Nous continuons à estimer que notre présence est plus utile de l'intérieur pour le relèvement de cette organisation qui reste irremplaçable en matière d'éducation, de science et de culture. D'autre part, nous devons encourager les progrès que l'on a tout de même constatés pendant la Conférence générale de Sofia qui s'est tenue du 8 octobre au 6 novembre 1985. Le budget a été réduit de 25 pour cent, correspondant à la part manquante des Etats-Unis d'Amérique. D'autre part, certains programmes ont été éliminés, certains ont été simplifiés. Un effort pour l'amélioration de l'administration est en cours; c'est lent, c'est un gros appareil, la situation n'est pas encore satisfaisante, je vous en donne acte, mais je crois que c'est véritablement de l'intérieur que nous pourrions essayer de faire quelque chose. Si - je vous répète ce que je vous avais déjà dit - l'édifice doit s'écrouler, je n'aimerais pas que nous restions sous les décombres, bien entendu! Mais, peut-être, arriverons-nous à mettre quelques «arcs-boutants» pour sauver cet édifice. Monsieur Soldini, vous connaissez bien les problèmes que nous avons sur l'interprétation de certaines dispositions de la Charte sociale - cinq au minimum - que nous devons accepter, parmi celles constituant le «noyau dur». A ce sujet, il y a divergences entre départements, entre juristes et nous avons déjà eu une première décision négative du Conseil des Etats. Nous tenons compte des remarques qui ont été faites et nous tenterons de vous soumettre un nouveau rapport à ce sujet. Il ne m'est toutefois pas possible de fixer un délai.

Genehmigt - Approuvé
Militärdepartement - Département militaire
Weber-Schwyz, Berichterstatter: Im Rahmen der Aufgaben als Organ der Verwaltungskontrolle hat sich die Sektion EMD im Berichtsjahr mit allen Bereichen dieses vielfältigen Departements befasst. Mit einem Personalbestand von 14770 Mitarbeitern macht dieses einen Anteil von 44 Prozent der engeren Bundesverwaltung aus. Die Rüstungsbetriebe mit 4819 Personaleinheiten sind dabei nicht Inbegriffen. Darum seien hier die Bemühungen des EMD bei der Durchführung der Gemeinkosten-Wertanalyse anerkennend hervorgehoben. Bei diesem Projekt GRAL wurde ein beachtliches Einsparungspotential im indirekt produktiven Bereich festgestellt. Das aufgezeigte Rationalisierungspotential ist dem Engagement der Führung und allen beteiligten Mitarbeitern zu verdanken. Bis zum Herbst dieses Jahres ist uns ein weiterer Bericht der Expertengruppe Schmid über das Industripotential des EMD versprochen worden. Hier werden alle Bereiche zwischen Rüstungs- und Unterhaltsbetrieben ebenfalls auf Rationalisierungsmöglichkeiten hin untersucht. Wir danken deshalb dem Departementsvorsteher und allen seinen Führungsorganen für die Offenheit gegenüber unseren Anliegen und Fragen. In den vergangenen zwei Berichtsjahren wurden im EMD ein Grossteil der Spitzenfunktionen neu besetzt, weshalb die Forderungen der GPK eine zusätzliche Belastung bedeuteten. Leider ist es den parlamentarischen Kontrollorganen nicht immer möglich, auf die Auswirkungen solcher «Wechseljahre» Rücksicht zu nehmen. Aus dieser besonderen Sicht verdienen alle Leistungen auch grosse Anerkennung. Wir wollen auf eine Erläuterung des gedruckten Berichtes verzichten. Hingegen wollen wir drei ausgewählte Geschäfte unserer Tätigkeit etwas näher darstellen und zum Schluss den Antrag zum Bericht 1985 über den Kriegsmaterialexport unterbreiten.

I. Abgrenzung Verwaltungsverfahren vom Kommandobereich im EMD: Bei der Behandlung von Aufsichtsbeschwerden ist man mehrmals auf solche Abgrenzungsschwierigkeiten gestossen. Wenn die Truppe im Dienst steht, bestehen diese Anwendungsschwierigkeiten nicht, weil das Dienstreglement hierzu eine klare Grundlage

bietet. Anders stellt sich das Problem für den Wehrpflichtigen ausserhalb des Dienstes, vor allem im Verkehr mit den Militärbehörden. Je nach Sachlage findet das kantonale oder eidgenössische Verwaltungsrecht Anwendung. Es handelt sich da vorwiegend um spezielle Problembereiche, die hier aufgeführt sind: Beförderungen, Kommandoenthebungen, Umteilungen, Dienst-

Gestion du Conseil fédéral 566 N 3 juin 1986 Verschiebungen, Auslandurlaub, Dispensationen und waffenloser Dienst. Bereits 1982 hat die GPK aufgrund verschiedener Vorfälle - Affäre Bachmann, Jakob, Knuchel - um einen Bericht über die Anwendungspraxis gebeten. 1984 wurde sodann eine Expertengruppe mit Vertretern des EMD, des Justizdepartementes und der kantonalen Militärbehörden eingesetzt. Diese stellte im Bericht fest, dass das geltende Recht und zwangsläufig auch die heutige Praxis in mehreren Punkten nicht befriedigen. Es herrsche Unsicherheit im verfahrensrechtlichen Bereich. Eine juristisch saubere Lösung könne nur durch Gesetzesrevision, nämlich der MO, erreicht werden. Weil eine Gesetzesrevision recht viel Zeit braucht und andererseits das Bundesgericht Fehlentscheide mehrfach schon korrigierte, gelangte die GPK zur Auffassung, dass man nach Zwischenlösungen suchen müsse. In einem Gespräch hat Herr Bundesrat Delamuraz uns zugesichert, im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Grundlagen durch interne Weisungen für mehr Klarheit zu sorgen. In den meisten Fällen geht es nämlich um unbestrittene Grundsätze, die auch im EMD ausserhalb des Truppendienstes Gültigkeit haben sollten, wie Anspruch auf zeitgerechte Entscheidung, auf rechtliches Gehör, auf Akteneinsicht, auf Fairness, auf Rechtsbeistand oder die grundsätzliche Pflicht zum Ausstand Befangener, die Pflicht zu genügender Protokollführung. Die GPK vertritt die Auffassung, dass die vom Dienstreglement vorgesehene Einschränkung der Grundrechte des Bürgers gerechtfertigt sind, wenn die militärische Kommandosituation sie erfordert und eine rasche und formlose Führung von der Sache her erforderlich ist. Es ist denkbar, dass ein angepasstes Dienstreglement breitere Anwendung finden könnte. Hingegen soll der Bürger auch als Soldat die gleichen Rechte gegenüber der Militärverwaltung haben wie bei allen Verfahren der zivilen Verwaltungsbehörden. Gleichzeitig ist auch hier zu beachten, dass der Schutz von notorischen Querulanten bei all diesen Revisionsbestrebungen ausgeschlossen bleiben muss. Der Departementschef hat unserer Delegation zugesichert, dass er im Hinblick auf die 1988 vorgesehene Revision des Gesetzes über die Militärorganisation eine Klärung der Rechtslage herbeiführen will. Unterdessen hat er bereits an alle zuständigen Instanzen mit Truppenkontakt klärende Weisungen erlassen. Wir danken für das rasche Durchgreifen des Departementsvorstehers.

2. Zwischenbericht zum Instruktorenmangel: Im Rahmen des Berichts vom Mai 1985 hat sich die GPK einlässlich mit der Personalpolitik im Instruktor-korps, mit dem Berufsbild wie mit der Stellen- und Karriereplanung des Instruktors befasst. Unsere damaligen Empfehlungen sind vom EMD gut aufgenommen worden, und in einem Bericht vom 15. Januar 1986 wurde hiezu bereits Stellung bezogen. Mit den Weisungen vom 10. Juli des vergangenen Jahres hat der Ausbildungschef der Armee deutlich klargestellt, dass der faktische Beförderungsautomatismus abgeschafft und die Auslese verstärkt werde. Im übrigen wird bestätigt, dass man bestrebt sei, die Instruktoren grundsätzlich bis zur Pensionierung in der Ausbildung einzusetzen. Hingegen beabsichtigt das Departement am jährlichen Zuwachs an Instruktorenstellen festzuhalten, da die wachsende Technizität des Materials und die entsprechenden Ausbildungsanforderungen einen wachsenden Bedarf nach sich ziehen. In Klammer sei hier erwähnt, dass durch das Projekt GRAL sich auch für diese Bedürfnisse eine

entsprechende Reserve ergeben wird. Der Chef EMD hat überdies eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die alle Probleme des Instruktor-Korps vertieft abzuklären hat. Zum Auftrag der Arbeitsgruppe gehört insbesondere die Prüfung aller Fragen im Zusammenhang mit dem Wechsel von Instruktoren in die Verwaltung und dem Verlust des Instruktor-Statuts. Die GPK dankt dem Departement für alle getroffenen Massnahmen und für die Bereitschaft, im Sinne der Empfehlungen nach weiteren Lösungen zu suchen. Sie wünscht über die Ergebnisse der Arbeitsgruppe orientiert zu werden. Im heutigen Zeitpunkt kann sie sich auf folgende Klarstellungen beschränken: a. Die Verstärkung der Selektion und die Verbesserung der Übereinstimmung zwischen Truppenkarriere und Instruktorlaufbahn setzen eine Stellenbedarfsplanung voraus, wonach die Bedürfnisse der Armee vor den Wünschen der Milizkarriere Vorrang haben. b. Die GPK glaubt nicht, dass alle Vor- und Nachteile einer Entkoppelung von Instruktorfunktion und Offiziersgrad abschliessend geklärt sind. Gerade die verstärkte Einführung der Elektronik in unserer Armee wird es mit sich bringen, dass bestimmte Fachleute nur in einem Alter verfügbar sind, wo sie noch nicht die gradmässigen Voraussetzungen haben können. Darum bitten wir um die nochmalige Prüfung heutiger Möglichkeiten. c. Die Kommission sieht mit ihrem Vorschlag, den Instruktor-Unteroffizieren den Aufstieg in den Offiziersrang zu öffnen, nicht nur ein Mittel, um den Bedarf an Einheitsinstruktoren und Klassenlehrern zu decken. Die Öffnung von Karrieren, die Führungskräften auch in der Milizarmee den Aufstieg zu einem späteren Zeitpunkt ermöglichen soll, ist für uns ein generelles staatspolitisches Postulat. Ich komme nun zum dritten Berichtsthema: zum Luftkampftraining in Sardinien. Zu diesen neuen Trainingsgelegenheiten haben wir in der Sektion, zusammen mit dem Chef des EMD und dem Kommando der Flieger- und Flab-Truppen, ausführliche Gespräche geführt. Dabei ging es vor allem um erste Erfahrungen, um die Kosten, um die aussenpolitischen Zusammenhänge. Wir wollen Ihnen nun die Informationen, die wir erhalten haben, weitergeben. Vom 7. bis zum 18. Januar 1985 hatten 22 Instruktoren und Angehörige des Ueberwachungsgeschwaders die Gelegenheit, auf der italienischen Trainingsbasis Decimomannu mit je sechs Tiger- und Mirageflugzeugen Luftkampfübungen im Ueberschallbereich durchzuführen. Mit dem Einstieg ins Zeitalter der Lenkwaffen haben sich in unserem dicht besiedelten Land die Ausbildungsbedingungen verschlechtert. Bei uns bieten sich für Ueberschallflüge nur noch Übungsgelegenheiten in Höhen von 10 000 bis 20 000 m über unbesiedeltem Gebiet und nur dann, wenn keine Lawinengefahr besteht. Bis auf Höhen von 2000 m gibt es bei uns keine Möglichkeiten für Übungsflüge. Der Flugplatz von Decimomannu gehört dem italienischen Staat und wird von der italienischen Flugwaffe betrieben. Es handelt sich um einen reinen Trainingsflugplatz ohne Befestigungen und Infrastruktur für den Kampfeinsatz, der nicht der NATO untersteht. Seit Jahren hat die englische, die deutsche und die amerikanische Flugwaffe ein dauerndes Gastrecht; es trainieren dort auch Drittländer wie Frankreich und Norwegen, und Schweden ist bereits in Verhandlungen. Eine Ueberwachungs-, Aufzeichnungs- und Auswertungsanlage, die einer amerikanischen Privatfirma gehört, erlaubt die elektronische Aufzeichnung der unbewaffneten Luftkampfübungen und die Kommentierungen am Bildschirm. Unser Trainingsteam - ohne Uniform und Munition - konnte mit dieser voll elektronischen Anlage einen grossen Erfahrungsgewinn verzeichnen. Bei rund 160 Übungseinsätzen mit stetig gesteigerten Anforderungen ist jedes fliegerische und taktische Fehlverhalten durch die Aufzeichnung schonungslos aufgezeigt worden. Entsprechende Lehren konnten unverzüglich in die nächsten Übungen einbezogen werden. Auch mit der sardischen Bevölkerung ergaben sich

keine Probleme. Die Umgebung des Flugplatzes ist dünn besiedelt, und alle Uebungen fanden über dem Mittelmeer und mehr als 20 km vom Land entfernt statt. Die Bevölkerung von Sardinien hörte also keine Ueberschallknalle. Der Mehraufwand im Vergleich zu den Grundkosten im Inland beträgt rund 1 Million Franken. Zieht man den Erfahrungsgewinn mit den steten Uebungswertsteigerungen während dieser zwei Wochen in Betracht, so hat sich der zusätzliche Aufwand in jeder Beziehung gelohnt. Diese wirklichkeitsnahen Uebungseinsätze bringen Erfahrungen, die unsere Instruktoren und UeG-Piloten auch den Milizkadern der Flugwaffe vermitteln können. Zusammen mit den Trainingsgelegenheiten, die uns Schweden und Schottland bieten, sind wir in der Lage, das Können des Pilotenkaders

3. Juni 1986 N 567 Geschäftsbericht des Bundesrates stets auf dem höchsten Stand zu halten. Die Topographie unseres Landes verlangt gebieterisch, dieses Ausbildungsniveau in Hinsicht auf den Ernstfall hochzuhalten. Im Herbst dieses Jahres ist eine gleiche Uebung in Sardinien vorgesehen. Unsere Sektion wird dann zusätzliche Informationen einholen und allenfalls Empfehlungen für vermehrte Einsätze im Rat einbringen. Zum Abschluss will ich Sie kurz informieren über den Bericht zur Kriegsmaterialausfuhr im Jahre 1985. Gemäss Bundesgesetz über das Kriegsmaterial von 1972 hat der Bundesrat nach Artikel 13 Absatz 3 der Geschäftsprüfungskommission beider Räte über die Einzelheiten der Kriegsmaterialausfuhr Bericht zu erstatten. Diesem Auftrag ist der Bundesrat am 17. März 1986 nachgekommen, und die erweiterte Sektion EMD liess sich darüber informieren. Wir haben vom Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen. Der Wert der Kriegsmaterialexporte hat mit einer Steigerung von 148,3 Millionen auf 540,6 Millionen deutlich zugenommen. Dies entspricht einer Steigerung des Gesamtexportanteils von 0,65 auf 0,81 Prozent. Bei dieser Steigerung handelt es sich nicht um eine Praxisänderung, sondern um die üblichen Schwankungen, die sich aus den Auslieferungskanälen ergeben. Grösste Abnehmer von schweizerischen Rüstungsgutwaren 1985 die Türkei mit 118,9, Saudi-Arabien mit 101,1 und Nigeria mit 83,6 Millionen Franken. Unter den mittleren Kunden finden wir Griechenland mit 35,9, Bahrein mit 28,6 und Italien mit 24,7 Millionen Franken. Bei allen Wertungen ist in Betracht zu ziehen, dass die Wertsteigerungen nicht nur durch Teuerungen, sondern auch durch die immer hochwertigeren Technologiekomponenten bewirkt werden. Im übrigen stellen wir fest, dass der Forderung des Gesetzes nachgelebt wird. Der Grundsatz hiezu ist ja wie folgt umschrieben: «Ausfuhr von Kriegsmaterial ist verboten in Gebiete, in denen bewaffneter Konflikt herrscht, ein solcher auszubrechen droht, oder sonstwie gefährliche Spannungen bestehen. Ich bitte Sie, auf diesen Bericht einzutreten, und ich wiederhole meinen Dank an den Departementsvorsteher und seine Mitarbeiter für die angenehme und offene Zusammenarbeit. Müller-Aargau: Entschuldigen Sie, dass ich schon wieder spreche. Ich habe den Geschäftsbericht auf alle meine schon überwiesenen Postulate untersucht und komme nun auf das Postulat «Luftverpestung, Eigenmassnahmen des Bundes» im Zusammenhang mit dem Fahrzeugpark zurück. Bei der Ueberweisung hat der Bundesrat am 4. August 1985 erklärt: «Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen, soweit es nicht bereits erfüllt wurde.» Bei Punkt 3 steht in diesem Postulat: «Dem Volk laufend und sobald wie möglich den eidgenössischen Räten jährlich im Rahmen des Geschäftsberichtes über den Erfolg und die Fortschritte in der Abgasreduktion bei bundeseigenen Fahrzeugen Bericht zu erstatten.» Ich bin den Bericht des EMD auf diese Äusserungen durchgegangen und finde zwei Sätze. Einen ersten auf Seite 205: «Im Hinblick auf zukünftige Motorfahrzeugbeschaffungen wird geprüft, in welchem Ausmass

mit Katalysator ausgerüstete Geländefahrzeuge den militärischen Anforderungen genügen.» Einen zweiten Satz auf Seite 204: «Auf 1. Juli wurden sämtliche Tankstellen mit bleifreiem Normalbenzin ausgerüstet.» Mir erscheint dieser Bericht doch recht dürftig, angesichts des Vergleiches, den ich anstellen kann mit dem anderen grossen Fahrzeughalter, den PTT, wo im Geschäftsbericht, Seite 11, sehr ausgiebig darüber berichtet wird, dass in zehn Jahren alle Benzinfahrzeuge auf Katalysator umgestellt sein werden, dass der Mehraufwand 1,75 Millionen betrage, 1956 Franken pro Fahrzeug. Wir werden über die Kosten der Umstellung auf bleifreies Benzin orientiert usw. Und hier, beim EMD, steht ausser diesen zwei Sätzen nichts. Da der Bundesrat hier vielleicht sogar etwas grossspurig sagt: «soweit es nicht bereits erfüllt wurde», möchte ich doch fragen, ob nicht Herr Bundesrat Delamuraz den Bericht vielleicht noch ein wenig ergänzen könnte.

Mme Christinat: Depuis le 1er janvier de cette année, le Conseil fédéral a introduit le billet à prix unique de cinq francs pour les congés des recrues. Cette mesure très positive semble, de l'avis même du Conseil fédéral exprimé dans son rapport de gestion, avoir été bien accueillie et surtout bien utilisée par les intéressés. Or, mon attention a été attirée par la vive réaction des parents d'une recrue à laquelle les CFF ont refusé cette faveur lors d'un retour en congé le jour de la fête de l'Ascension. Je comprends tout à fait l'étonnement de ces parents car, comme eux, je pensais que le billet au prix de cinq francs était possible pour chaque retour, que celui-ci se situe en week-end ou à un jour férié tombant au milieu de la semaine. C'est pourquoi j'aimerais connaître l'avis du Conseil fédéral quant à l'application de cette heureuse mesure.

Oester: Gestatten Sie mir drei Fragen bzw. Bemerkungen zum Abschnitt EMD. Erstens zu Seite 196, waffenloser Militärdienst: Mit Genugtuung stelle ich fest, dass erstmals in erster und zweiter Instanz mehr Gesuche um Zulassung zum waffenlosen Militärdienst gutgeheissen als abgelehnt wurden. Das ist bemerkenswert und deshalb erfreulich, weil abgewiesene Gesuchsteller oft zu Dienstverweigerern werden. Der Praxis in Sachen waffenlosem Militärdienst kommt also eine entscheidende Bedeutung zu bei der Entschärfung eines leidigen Problems, um dessen Lösung wir immer noch ringen. Darf, Herr Bundesrat Delamuraz, damit gerechnet werden, dass die heutige, offenbar verständisvollere Praxis auch in den kommenden Jahren weitergeführt wird? Zu Seite 197, Ausfuhr von Kriegsmaterial: Hier geht es unserer Fraktion um die militärische Zusammenarbeit unter neutralen Staaten, namentlich auch im Rüstungsbereich. Schon vor Jahren hat sich unsere Fraktion für eine intensivere Zusammenarbeit eingesetzt. Nun stellen wir aber fest, dass die Ausfuhr von Kriegsmaterial in die neutralen Staaten Oesterreich und Schweden auf einem Tiefpunkt angelangt ist und noch ganze 30 Millionen Franken ausmacht, wohl als Folge einer entsprechenden Situation beim Import an Rüstungsgütern. Gedenkt der Bundesrat, Anstrengungen zu unternehmen, um die bedauerlich kleine Zusammenarbeit unter neutralen Staaten in andere Bahnen zu lenken? Und wenn ja, was gedenkt er diesbezüglich vorzukehren? Die dritte Frage bezieht sich auf Seite 218 unten, Pilotenausbildung. Herr Weber als Berichterstatter hat schon auf dieses Thema hingewiesen und sehr positiv darüber berichtet. Für uns steht diese Frage in einem gewissen Zusammenhang mit der vorhergehenden, weil auch hier überstaatliche Zusammenarbeit angesprochen ist. Unsere Fraktion hat sich schon mehrmals mit dem leidigen Umstand befasst, dass unsere Militärpiloten im eigenen Land keine Luftkampfübungen im Ueberschallbereich durchführen können. Zwar können von Zeit zu Zeit einige Piloten ein Luftkampftraining in Sardinien absolvieren. Unseres Erachtens stehen aber diese beschränkten Trainingsmöglichkeiten in keinem Verhältnis zu dem, was in Sachen Ausbildung von Kampfpiloten getan werden sollte. Falls wir hier falsch liegen, lassen wir

uns gerne belehren. Im Hinblick auf die heute schon diskutierte Anschaffung neuer Hochleistungsflugzeuge in den neunziger Jahren fragen wir den Bundesrat, ob er die Anschaffung dieser äusserst kostspieligen Waffensysteme verantworten kann, ohne dass die Garantie gegeben ist, dass unsere Militärpiloten eine kriegsgenügende Ausbildung erhalten. Wäre es nicht gerade in diesem Bereich tunlich und auch möglich, mit anderen neutralen Staaten intensiver zusammenzuarbeiten? Oder Messe sich das Problem so lösen, dass bei der Beschaffung neuer Rüstungsgüter mit dem Lieferland auch gleich Trainingsmöglichkeiten vereinbart werden? Ich danke dem Chef EMD zum voraus für seine Antwort. Braunschweig: Ich habe in der Kommission die Bewilligung eingeholt, hier als Kommissionsmitglied eine sachte abweichende Meinung vertreten zu dürfen.

Gestion du Conseil fédéral 568 N 3 juin 1986 1. Zur Pilotenausbildung und den Flügen auf der Insel Sardinien: Ich habe vor kurzem zum Fluglärm durch Militärflugzeuge in der Schweiz eine Interpellation eingereicht und vor wenigen Tagen eine Antwort erhalten, die aber jetzt nicht zur Diskussion steht. Ich stelle ausdrücklich fest, dass es nicht meine Meinung ist, den Fluglärm zu exportieren, wenn er durch Kriegsflugzeuge und Pilotenausbildung in unserem Land das Mass des Erträglichen überschritten hat. Es handelt sich um Lärmexport, und den kann ich mit meinem Verständnis von Aussenpolitik nicht in Uebereinstimmung bringen. Daran halte ich fest. Ich habe den Eindruck, dass die Information, die Bevölkerung nehme das einfach so hin, tendenziös ist, so, wie man sich eben die Information wünscht. Ich habe andere Informationen bekommen, nicht persönlich, aber durch die Presse, und die Presse schreibt ja manchmal durchaus richtig und deutlich, es bestünden in der Bevölkerung grosse Bedenken gegen die Zunahme des Fluglärms auf einem Flugplatz, der vielen NATO-Staaten zur Verfügung gestellt wird. Ich komme zum zweiten Bedenken, und auch daran halte ich fest: Die Verflechtung mit diesem Flugplatz, der auch wenn er nicht direkt zu diesem Bereich gehört-hauptsächlich den NATO-Staaten dient, halte ich neutralitätspolitisch für fragwürdig, doppelt fragwürdig, nachdem durch die UNO-Abstimmung die Neutralität eine erhöhte Bedeutung gewonnen hat. Ich bitte vor allem jene unter Ihnen, die der Neutralität besonders verpflichtet sind, wenigstens für eine Minute diese Neutralität nicht mit schweizerischen Augen anzusehen, sondern sich davon etwas zu distanzieren. Sehen Sie sie mit den Augen der Dritten oder der Zweiten Welt! Bei der Neutralität geht es nicht nur darum, wie wir sie sehen, sondern auch darum, wie sie vom Ausland und möglicherweise auch von potentiellen Gegnern gesehen wird. Aus der Sicht der Dritten oder der Zweiten Welt werden wir immer deutlicher ein NATO-Staat, auch wenn wir nicht Mitglied der NATO sind. Für die geographische Lage und die geschichtliche Herkunft sind wir nicht verantwortlich, aber diese Berührungspunkte mit der NATO gehen auf unser eigenes Konto. Deshalb halte ich diese Zusammenarbeit für gefährlich, noch gefährlicher, wenn sie verstärkt werden sollte. 2. Zur Waffenausfuhr: Mit dieser massiven Zunahme des Waffenexports 1985 hat eine Praxisänderung stattgefunden. Am 14. März 1973 erklärte der Bundesrat in seiner Stellungnahme zu einer Motion, er wolle Zurückhaltung üben und einen strengen Massstab anlegen, wenn die Dritte Welt Empfänger sei. Man kann doch heute nicht behaupten, der Bundesrat übe noch dieselbe Praxis aus. Nach und nach ist er sehr grosszügig geworden, gerade wenn es um die Ausfuhr in die Dritte Welt ging. Ich mache Sie auf das Jahr 1986 aufmerksam: Das Ansteigen des Waffenexports setzt sich fort. Wir haben im ersten Vierteljahr, bis 31. März 1986, bereits für 190 Millionen Franken Waffen ausgeführt, wiederum in die Türkei für 58 Millionen, nach Nigeria für 72,5 Millionen und nach Pakistan für 28 Millionen Franken. Ich mache Sie auf Pakistan aufmerksam: Grenzgebiet zu Iran und Afghanistan, enormes

Flüchtlingsproblem. Wir müssen mit einer Welle von pakistanischen Flüchtlingen rechnen, die auf uns zukommen könnte. Obwohl wir das wissen - und die Fachleute bestätigen es uns -, liefern wir nach Pakistan für 28 Millionen Schweizerfranken Kriegsmaterial. Wir produzieren damit selber eine neue Flüchtlingswelle. Das ist mein Vorwurf an den Bundesrat; diesen Vorwurf erhebe ich hier von neuem, und ich halte daran fest. Zur Türkei und wiederum zum PC-7 respektive PC-9. Ich hätte noch eine Frage an Herrn Bundesrat Delamuraz: Die Stanser Pilatuswerke haben die Absicht, ein Montagewerk in der Türkei zu errichten, um auf diese Art und Weise die schweizerische Gesetzgebung zum Kriegsmaterialexport zu umgehen. Für Unternehmer ist das offenbar ohne weiteres erlaubt. Sie können die Gesetze umgehen, indem sie die Lizenzproduktion in die Türkei verlegen. Herr Bundesrat Delamuraz, als Sie sich für diesen PC-7 letztes Jahr so stark gemacht haben und darlegten, dass es kein Kriegsmaterial sei, haben Sie doch auch mit den Arbeitsplätzen argumentiert. Und die Innerschweizer Regierungen oder unser Herr Kollege Iten, wie haben sie sich für die Arbeitsplätze eingesetzt! Und jetzt kommt die Auslagerung der Arbeitsplätze in die Türkei. Herr Delamuraz, wie ist es einem Bundesrat zumute, wenn er derart «gelegt» wird? Stappung: Ich habe zwei Fragen zum Bericht EMD. Zuerst zum Titel «Ausbildungsfragen» auf Seite 207. Da ist die Rede von der Zunahme orthopädischer Schäden. Hat das Departement im Rahmen der Aushebung oder der Untersuchung von Rekruten schon einmal festgestellt, in welchem Ausmass Gehörschäden bei jungen Leuten vorliegen und versucht abzuklären, woher diese kommen? Mir scheint eine solche Erhebung, die regelmässig stattfinden müsste, sinnvoll zu sein, um Anhaltspunkte über die zunehmende Gefährdung in dieser Hinsicht zu erhalten. Gleichzeitig müsste bei Gehörschäden abgeklärt werden, welches die wahrscheinliche Ursache ist. In diesem Zusammenhang könnten die jungen Wehrmänner auch eindrücklich auf die Gefahren des übermässigen Lärms hingewiesen werden. Nun habe ich noch zum Abschnitt «Waffen-, Schiess- und Übungsplätze» auf Seite 209 einige Fragen. Vor allem fällt auf, dass die Angaben im Bericht zur Situation des Projektes für den Waffenplatz Rothenturm ausserordentlich dürftig sind. Wieso wird dem Parlament verschwiegen, dass das Bundesgericht am 31. Juli 1985 das Begehren um vorzeitige Besitzeseinweisung, das vom EMD gestellt worden ist, abgelehnt hat? Im übrigen frage ich den Herrn Departementsvorsteher, ob es richtig ist, dass das EMD im Rahmen des Einspracheverfahrens im Rothenturmer Enteignungshandel keine einzige der Untersuchungen zu den zahlreichen Fragen vorgenommen hat, die gemäss vorausgegangener bundesgerichtlicher Entscheidungen in diesem Einspracheverfahren hätten untersucht werden sollen? Stimmt es, dass die Einsprecher am Verfahren, soweit dieses im EMD stattgefunden hat, überhaupt nicht beteiligt worden sind? Trifft es im übrigen auch zu, dass der Einspracheentscheid, den das Departement am 3. Juni 1985 erlassen hat, im wesentlichen von einer Person ausserhalb der Bundesverwaltung, nämlich dem Anwalt des EMD im Einspracheverfahren, Herrn Josef Nigg, entworfen worden ist? Hat der Bundesrat im übrigen auch davon Kenntnis, dass der Umstand, dass die Einsprachen der Enteigneten gegen die vom EMD eingeleitete Enteignung vom EMD selber behandelt worden sind, bereits zu einer Klage vor der Europäischen Menschenrechtskommission in Strassburg geführt hat? Wie beurteilt der Bundesrat die Aussichten der Schweiz in diesem Verfahren, wenn er berücksichtigt, dass offenbar die auslegende Erklärung der Schweiz zu Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht formgerecht abgegeben und somit kaum als Vorbehalt gewertet werden kann? Es besteht die völkerrechtliche Pflicht, dass bei zivilrechtlichen Ansprüchen und Verpflichtungen nicht nur für ein abschliessendes,

sondern auch für das ganze Verfahren in allen Teilen ein faires Verfahren garantiert sein muss. Ich verweise hier ausdrücklich auf den Entscheid der Europäischen Menschenrechtskommission über die Zulässigkeit der Beschwerde BELILOS vom 8. Juli 1985, veröffentlicht in der Verwaltungspraxis der Bundesbehörde 1985, Seiten 481 ff.

Weber-Arbon: Das Votum unseres Kollegen Müller könnte man unter den Titel «Luftverpestung» setzen, das meinige unter die Ueberschrift «Luftverlärmung». Ich zitiere aus dem Geschäftsbericht Seite 219 folgendes: «Ueber den bei Fliegerübungen zu erwartenden Fluglärm wurde die Oeffentlichkeit jeweils im voraus über die Massenmedien orientiert. Dem Militärflugdienst erwuchs dennoch erneut starke Kritik von Kreisen, die sich insbesondere gegen die Lärmbelastung beschwerten.» Ich bestätige diese Feststellung der zunehmenden Reklamationen, die auch mir aus verschiedensten Teilen der Bevölkerung zugetragen worden sind. Ich beziehe mich hier auch auf die Antwort auf seine Interpellation vom 13. März dieses Jahres, die vorhin Kollega Braunschweig zitiert hat. Darin wird am Schluss

3. Juni 1986 N 569 Geschäftsbericht des Bundesrates zusammenfassend festgehalten, dass die zuständigen militärischen Stellen auch in Zukunft alles daran setzen werden, um im Rahmen des Möglichen die Belastung durch Militärfluglärm niedrig zu halten. Etwas konkreter scheint man an einer Jahrespressekonferenz des EMD geworden zu sein, die vor ein paar Wochen sinnigerweise auf einem Thunersee-Schiff stattgefunden hat. Da soll Korpskommandant Wyler erklärt haben, dass in den Bereichen Übungsflüge, taktische Tiefflüge und Flugplätze bereits in der zweiten Hälfte dieses Jahres realisierbare Vorschläge zur Lärmreduktion vorliegen und dass das Problem als dringend eingestuft werde. Ebenfalls wurde festgestellt, dass die Reklamationen aus der Bevölkerung, die sich in erster Linie gegen den Flugplatzlärm richteten, in den vergangenen Jahren «progressiv» zugenommen hätten. Die bisher bestehenden Abhilfen mit Sperrzeiten für Flüge an Wochenenden sowie über den Mittag genügten nicht mehr, wurde von militärischer Stelle ausgeführt. Es wurde dann beigefügt, an einem Seminar seien anfangs des Jahres eine breite Palette möglicher Entspannungsmassnahmen geprüft worden, die ohne Tangierung der Flugausbildung verwirklicht werden müssten. Herr Bundesrat Delamuraz, ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie diese Absicht, die aus einer Pressemitteilung Mitte April ersichtlich war, heute vor unserem Plenum noch etwas weiter konkretisieren könnten. Eine breite Bevölkerung wäre Ihnen dankbar, wenn die «Verlärmung» unserer Luft von selten unserer militärischen Instanzen energischer als bisher bekämpft werden könnte. Frau Stamm Judith: Ich spreche zum gleichen Absatz auf Seite 219: «Lieber den bei Fliegerübungen zu erwartenden Fluglärm wurde die Oeffentlichkeit jeweils im voraus über die Massenmedien orientiert. Dem Militärflugdienst erwuchs dennoch erneut starke Kritik von Kreisen, die sich insbesondere gegen die Lärmbelastung beschwerten.» Vor ungefähr drei Wochen müssten wir uns in Luzern an einem Morgen ebenfalls verschiedene Ueberschallknalle anhören, die durch Flugzeuge, die in Emmen aufstiegen, verursacht wurden. Ich bekam Anrufe, bin der Sache nachgegangen und habe mich überzeugen lassen, dass die eine Aufgabe darin besteht, diesen Fluglärm zu verhindern. Darüber haben sich heute mehrere Votanten geäußert. Die andere Aufgabe besteht darin, die Bevölkerung zu informieren, dass an einem bestimmten Tag entsprechender Fluglärm entstehen wird. Und hier möchte ich nun den Departementscheffragen: Wie geschieht diese Information? Ich habe an jenem Morgen zum Beispiel in den Nachrichten nichts gehört, dass wir uns während des Tages auf solche Knalle vorbereiten müssten. Könnte diese Information nicht verbessert werden? Ich meine ähnlich wie bei den Verkehrsinformationen, wo wir jeweils vernehmen, es gebe vor

dem Gotthard 7 km Stau, oder wo die Wetterinformationen durchgegeben werden. Ich glaube, dass eine bessere Information ein bisschen dazu beitragen könnte, dass die Bevölkerung den Lärm, den Restlärm, der offenbar nicht zu verhindern ist, besser ertragen kann.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Tout d'abord je dirai à M. Müller que notre contribution à la protection de l'air se définit comme suit: nous examinons la possibilité technique d'équiper de catalyseurs les véhicules tout terrain, marchant à essence bien entendu, qui constituent la grosse part de notre parc de véhicules à pneus. Nous ne savons pas quel résultat nous obtiendrons avec les essais qui commencent maintenant, mais nous souhaitons pouvoir parvenir à des résultats positifs; en tout cas la volonté du département, vous le voyez, puisque des essais sont entrepris, va dans ce sens. C'est, ensuite, la généralisation de la distribution d'essence sans plomb et de l'utilisation de voitures de service et de véhicules d'instructeurs qui correspondent aux nouvelles normes. La modification du parc intervient graduellement et nous la conduisons d'une manière déterminée. Je rappelle à M. Müller que le nombre de kilomètres qui sont parcourus par les véhicules militaires est en moyenne générale très sensiblement inférieur au nombre de kilomètres que parcourent les véhicules civils; nous pouvons admettre que nous nous rendons responsables, par véhicule, d'une pollution qui est probablement du tiers de ce qu'elle est, pour le même temps, pour un véhicule civil. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas continuer à nous intéresser à ce problème et ne pas continuer à travailler dans le sens que nous avons énoncé. Afin de vous démontrer notre ferme intention dans ce domaine, je décide de maintenir le postulat Müller au tableau des interventions parlementaires en suspens, ce qui permettra au Conseil fédéral de donner, notamment après les essais du catalyseur sur les véhicules tout terrain, une réponse plus complète, plus ample et plus concrète à l'ensemble de ces questions.

A Mme Christinat, je dirai que les commandants de troupes, en refusant ce billet à cinq francs le jour de l'Ascension, ont effectivement appliqué le règlement et rien que le règlement qui prévoit de n'accorder le tarif minimal que lors des congés de fin de semaine. Cette «Schönheitsfehler» - comme on dit en français! - peut être réparée; nous allons donner des directives nouvelles permettant vraiment la généralisation de ce billet et évitant toute tracasserie administrative, car le cas que vous nous soumettez ressemble en effet à une tracasserie. L'intention n'y était pas, mais c'est notre règlement qui, à l'essai, se révèle sans doute trop restrictif. Correction sera faite.

M. Oester a évoqué trois questions. La première concerne le service militaire non armé. Nous avons introduit il y a cinq ans une nouvelle procédure d'examen des demandes de service non armé. Cette procédure se révèle singulièrement meilleure que la procédure antérieure. Meilleure en ce sens que nous parvenons à une pratique beaucoup plus uniforme dans l'ensemble du pays, meilleure en ce sens qu'elle permet de tenir compte d'une manière plus attentive et détaillée des intentions profondes qui motivent tel ou tel demandeur de service non armé. Nous nous inspirons de cette expérience pour proposer aux Chambres, dans le courant de l'année prochaine très vraisemblablement, l'inscription définitive, dans notre appareil législatif, des nouvelles procédures que nous avons utilisées. N'oubliez pas cependant que nous allions en cette matière vers une sorte de «service à la carte»; le fait que davantage de demandes aient été acceptées, en instance de recours, cette année ne doit pas nous faire imaginer que, dorénavant, nous allons ouvrir, sans aucun contrôle et sans aucune exigence de preuve, le service non armé. Nous avons cependant, après expérience faite, pu modifier quelques-uns des critères sur lesquels nous nous fondions jusqu'à maintenant et ainsi entrer, utilement mais pas trop loin, dans une voie qui nous permet d'éviter de faire des martyrs et de «fabriquer» des objecteurs de conscience intégraux alors que parfois, pour

certain requérants de bonne foi, il ne s'agit non pas de refuser le service mais, simplement, de porter une arme. Des arguments parfois purement psychologiques sont à la base d'une telle motivation. De cela, nous en tenons mieux compte que par le passé. S'agissant du commerce d'armes avec les pays neutres, j'ai déjà dit à votre conseil, à plusieurs reprises, que je souhaitais qu'il s'intensifie; je pense tout particulièrement à l'Australie et à la Suède. Cela dépend, bien entendu, de la qualité du matériel qui est offert de part et d'autre et si, ces toutes dernières années, nous avons dû constater que nos marchés avaient diminué, cela n'est pas dû à une quelconque distance que nous aurions prise les uns envers les autres; cela est dû au fait que le matériel offert sur le marché à ce moment-là ne convenait pas au besoin exprimé par les différentes armées. Mais, Monsieur Oester, sachez-le bien, nous continuons d'entretenir avec ces deux Etats non pas des rapports spéciaux qui mettraient en péril nos neutralités respectives (il n'en est évidemment pas question), mais des rapports de collaboration, des rapports d'échange d'expériences militaires et d'échange de matériel militaire. La meil-

Gestion du Conseil fédéral 570 N 3 juin 1986 leur preuve de l'existence de cette volonté bilatérale qui nous anime à l'endroit des Etats neutres est l'existence de commissions ad hoc, formées par les ministères de la défense. Elles entretiennent des formes de contact et de collaboration maintenant intégralement nos souverainetés et nos indépendances respectives mais permettant une intensification de nos échanges et de nos informations. M.

Braunschweig, Oester, Rolf Weber et Mme Stamm ont évoqué les problèmes qui se posent à notre aviation militaire et à ses relations avec la population suisse. Je vais répondre à ces quatre interpellants en un seul tenant. Je constate en effet que l'aviation civile et l'aviation militaire font du bruit, c'est une évidence, et nos avions font sans doute un peu plus de bruit que la nouvelle sonorisation de la salle du Conseil national.... Si nous avons décidé de faire des entraînements au vol et du tir tant en Sardaigne qu'en Suède, ce n'est pas du tout dans l'intention égoïste d'exporter notre bruit, c'est parce que nous pouvons faire là des essais, des entraînements impossibles en Suisse au même degré (ou alors s'ils sont faisables en Suisse, nous ne pouvons pas les contrôler, les analyser et les mesurer comme nous le pouvons là où des installations raffinées - que nous n'aurions pas les moyens de nous offrir - permettent de tester nos pilotes et leur entraînement ainsi que de mesurer l'aptitude de nos appareils). C'est de cela seulement qu'il s'agit. A Decimomanu comme en Suède, toutes précautions ont été prises pour que ces vols s'effectuent à notre seul profit, j'entends que nous soyons les seuls à pouvoir exploiter les renseignements que nous en tirons, à disposer des rapports de vol, et par conséquent les seuls à pouvoir les analyser. C'est là une chose essentielle, Monsieur Braunschweig. Je répète encore ce que j'ai déjà dit à diverses reprises, à savoir que pour être parfaitement sûrs de cette indépendance sourcilleuse qui doit être le fait de notre aviation, en particulier en Sardaigne, nous avons tout d'abord choisi comme place d'entraînement une place qui n'appartient ni à l'OTAN ni à l'armée italienne, c'est une place privée qui loue ses services et ses prestations. Nous avons ensuite pris garde de n'évoluer sur cette place que si nous étions seuls - c'est-à-dire pas en même temps que des pilotes de l'OTAN ou d'autres armées - et que si nous étions capables d'assurer les conditions d'indépendance que j'ai énoncées tout à l'heure. C'est à ce prix que nous nous engageons là-bas. Ce prix étant assuré, nous pouvons, je le répète, tirer de ces expériences et de ces exercices des résultats et des conclusions que nous ne pourrions pas exploiter en Suisse. C'est là le grand avantage de cette opération. Il s'agit cependant de continuer de s'exercer dans le ciel helvétique, tout d'abord parce qu'il faut connaître parfaitement notre espace aérien, ensuite parce que la collaboration entre l'aviation et les troupes terrestres c'est

en Suisse et nulle part ailleurs que nous pouvons l'exercer, enfin parce que la connaissance d'un relief particulièrement difficile est indispensable à nos pilotes pour une maîtrise parfaite de leurs mouvements. Il est vrai que cela fait du bruit, quand bien même nous intensifions, dans l'aviation comme dans les autres formations, le recours au simulateur. Celui-ci a des limites et ne peut pas remplacer l'entraînement à l'échelle 1/1 dans la réalité du combat ou du tir aérien. A cet égard, il vous intéressera sans doute de savoir que nos pilotes de milice s'entraînent à raison de quelque 50 à 60 heures de vol effectif par année. Nos quelques pilotes professionnels consacrent, eux, environ 120 à 150 heures par année à leur entraînement. Les comparaisons que nous pouvons établir situent la durée d'entraînement annuel d'un pilote étranger à 200-250 heures, à quelques exceptions près. Nous sommes donc notoirement en dessous. Cela ne signifie pas que nous mettions en péril la qualité de notre instruction ni la sécurité de nos pilotes, cela signifie que nous avons un entraînement et une instruction en vol et au sol particulièrement intenses et que nous parvenons ainsi à une solution optimale en dessous de laquelle il serait évidemment dangereux d'aller. En ce qui concerne l'entraînement du nouvel avion, Monsieur Oester, je ne peux pas vous dire comment il sera organisé puisque le type même de ce nouvel avion n'est pas encore choisi. Je vous dirai pour l'heure que les problèmes de l'instruction sur le nouvel appareil entrent dans notre évaluation des différents types actuellement à l'examen, autant que les qualités purement techniques ou le prix de l'appareil ou encore ses autres aptitudes et performances; le but, en effet, demeure bel et bien de pouvoir continuer à disposer d'un appareil que nous puissions entraîner et préparer dans nos propres conditions. Je n'exclus pas que des recours à des solutions Sardaigne ou Suède doivent être intensifiées à cette fin, mais je ne peux en aucun cas l'affirmer aujourd'hui, car cela dépendra de l'avion choisi. Un des critères de choix sera précisément l'aptitude à utiliser cet avion dans le ciel helvétique, je le répète. Les derniers intervenants, M. Weber et Mme Stamm, ont demandé ce qu'il en était de la volonté concrète du département de s'efforcer de réduire encore le bruit des avions. Je précise que, même en limitant considérablement le nombre d'heures de vol, nous devons tout de même organiser trois types de mouvements qui peuvent être gênants pour la population. Ce sont tout d'abord les vols d'essais; il est indispensable que nous conduisions les essais (ceux du Groupement de l'armement et ceux de l'Aviation proprement dite) aux conditions extrêmes de sollicitation des machines et des pilotes. Nous nous efforçons de limiter les nuisances en organisant des essais en altitude. En outre, nous prenons la précaution d'appliquer des réglementations de manière à proscrire ces vols d'essais, plus particulièrement le samedi et le dimanche, la nuit et en principe durant la pose de midi. Ensuite, nous devons organiser des manoeuvres qui comprennent notamment des exercices d'appui de l'aviation aux troupes terrestres. Dans ce cas, nous ne pouvons évidemment pas évoluer à dix mille mètres d'altitude II s'agit d'être cohérents et logiques. Ainsi, pendant quelques brèves périodes, bien déterminées durant l'année, nous effectuons des manoeuvres comprenant des vols en piqués, en rase-mottes et des appuis de feu à basse altitude. Cela correspond à une évolution de la menace aérienne qui a motivé l'année passée votre décision d'acquérir des appareils Taflir: nous sommes dorénavant en présence d'une menace aérienne qui ne se situe plus à trois mille mètres d'altitude et au-dessus comme auparavant, mais aussi à basse altitude (missiles, avions, etc.). Cela entraîne donc des nuisances supplémentaires. Enfin, durant deux périodes dans l'année, nous effectuons quelques vols supersoniques qui, nous le savons, entraînent beaucoup de nuisances, mais sont nécessaires si l'on désire que nos pilotes puissent réellement maîtriser leurs appareils. Cela ne nous empêche pas de continuer inlassablement à rechercher les moyens de limiter

le bruit. Dans une réponse à une question parlementaire, j'ai déjà indiqué la direction dans laquelle nous allons. Les premières dispositions que nous vous proposerons, vous seront soumises dans le courant de cette année. Elles aboutiront à une pratique, voire à une modification de la législation au début de la prochaine législature. En attendant, même si la formation est de mieux en mieux transmise, je n'élimine pas la possibilité que certains de nos concitoyens aient été mal renseignés. C'est la raison pour laquelle j'accepte le principe énoncé par Mme Stamm, à savoir la nécessité d'entreprendre tout ce qui est possible pour intensifier encore l'information. Dans ce domaine, il me semble que des progrès réels ont été réalisés ces trois dernières années. Il n'est donc pas questions de les abandonner. A la Commission de gestion, puis devant le plénum, M. Braunschweig a soulevé à nouveau le problème de la qualification militaire des appareils PC-7 et PC-9. Je pense que le fait de l'exposer ici n'entraînera pas une autre conclusion que celle que le Conseil national lui-même a prise dans sa session d'été 1985. Depuis le moment où les rapports de qualification de matériel de guerre ont été établis pour le PC-7, aucun élément nouveau n'est intervenu, ni dans la construction, ni dans la forme dans laquelle il est exporté.

3. Juni 1986 N 571 Geschäftsbericht des Bundesrates Par conséquent, rien ne doit nous conduire aujourd'hui à vouloir modifier la qualification du PC-7. Le PC-9, lui, a fait l'objet d'un rapport de qualification de matériel militaire qui parvient également à une conclusion négative. Ni les performances ni la stricture du PC-9 ne peuvent conduire à une qualification différente de celle du PC-7. Les critères étant objectivement et clairement posés, il n'y a décidément rien qui puisse nous conduire à modifier les qualifications du PC-7, ni à imaginer que le PC-9, parce qu'il a des performances légèrement différentes, doit être classé autrement. M. Stappung me demande l'état de l'ouïe des jeunes Suisses de vingt ans au moment de leur recrutement. Je n'en ai pas la moindre idée. C'est un lieu commun d'entendre qu'en général le bruit des discothèques - sans doute plus que celui du haut-parleur du Conseil national - est de nature à altérer l'ouïe de nos jeunes gens. Je vous renseignerai sur les résultats que les médecins du recrutement enregistrent. En complément de cette réflexion, je peux tout de même vous dire que le département a pris des précautions importantes durant ces dernières années pour protéger l'ouïe des citoyens accomplissant leur service militaire, là où le coup de feu violent ou bien le bruit ambiant est de nature à assourdir nos soldats. Un nouvel appareil de protection de l'ouïe, plus efficace, vient d'être retenu. Il sera proposé au Parlement par tranches dans les crédits d'acquisition de ces prochaines années, de manière à éviter de léser l'ouïe. A propos de Rothenthurm, vous vous étonnez que nous n'ayons pas dit grand-chose de ce dossier (sinon même rien du tout) dans le rapport de gestion, sous l'angle judiciaire. En ce qui concerne l'aspect politique et parlementaire, vous savez de quoi il en retourne. Le message préparé par le Département de l'intérieur et présenté par le Conseil fédéral au Parlement au sujet de l'initiative populaire est traité actuellement par la commission du Conseil des Etats. Ce dernier le traitera durant la présente session et ensuite il sera transmis au Conseil national. Je ne sais pas si cela aboutira à une votation populaire sur Rothenthurm qui pourrait avoir lieu cette législature encore, c'est-à-dire en mars 1987 au plus tard, ou si elle sera reportée. Cela dépendra essentiellement du rythme de travail du Conseil national. Voilà pour l'aspect parlementaire du dossier. En ce qui concerne l'aspect judiciaire, vous ne devez pas vous étonner, Monsieur Stappung, que le Conseil fédéral soit muet dans le rapport et que je ne veuille pas répondre aujourd'hui aux différentes questions que vous m'avez posées. La procédure est en effet loin d'être terminée. Vous avez dit vous-même qu'elle était ouverte, notamment auprès du Tribunal fédéral qui ne s'est pas encore prononcé. Il m'est donc impossible de me livrer en

public à des jugements de valeur sur ce que le Département militaire et l'Administration militaire ont fait de bien ou de moins bien dans cette procédure, exposant naïvement en quelque sorte le dossier alors même que les juges, dans leur infinie sagesse, n'en ont pas encore définitivement disposé. Nous devons respecter la séparation des pouvoirs et nous devons aussi respecter la sérénité de leur réflexion et c'est pourquoi je ne me livrerai à aucune appréciation sur la valeur du dossier ou sur les éléments qui nous ont été opposés dans les causes intermédiaires que nous avons connues jusqu'à maintenant. La sagesse, en l'occurrence, c'est le silence radio, silence que je respecte immédiatement. Präsident: Der Bundesrat ist bereit, das Postulat Müller- Aargau (80.490) aufrechtzuerhalten. Ein anderer Antrag ist nicht gestellt worden. Damit ist das Militärdepartement durchberaten. Genehmigt - Approuvé Mitteilungen - Communications Präsident: Die Herren Bundesrichter Bratschi und Amstad des Eidgenössischen Versicherungsgerichtes haben auf den 31. Januar beziehungsweise 31. März 1987 demissioniert. Die Bundesrichter Matter und Häfliger haben ihre Demissionen auf Ende Jahr eingereicht. Wir werden bei späterer Gelegenheit auf das Wirken dieser vier Richter zurückkommen. Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen Le débat sur cet objet est interrompu Schluss der Sitzung um 12.40 Uhr La séance est levée à 12 h 40

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Geschäftsbericht des Bundesrates, des Bundesgerichtes und des Eidgenössischen Versicherungsgerichtes 1985 Gestion du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral et du Tribunal fédéral des assurances 1985 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1986 Année Anno Band II Volume Volume Session Sommersession Session Session d'été Sessione Sessione estiva Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 02 Séance Seduta Geschäftsnummer 86.021 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 03.06.1986 - 08:00 Date Data Seite 548-571 Page Pagina Ref. No 20 014 344 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.